

# Perspectives économiques 2007-2008

Mars 2007



## Vue d'ensemble

L'économie mondiale bénéficie depuis 2004 d'une croissance très vigoureuse qui a même accéléré au début de 2006. Dans un contexte général de resserrement monétaire, elle montre cependant des signes de ralentissement, modéré, depuis le milieu de l'an dernier. C'est principalement aux États-Unis, du fait du retournement du marché immobilier, au Japon avec une faible dynamique de la consommation privée, et plus marginalement dans les pays émergents d'Asie en raison de politiques visant à « refroidir » l'économie que ce ralentissement s'est manifesté. À l'inverse, la zone euro a fortement accéléré tout au long de l'année 2006. La France a contribué à ce mouvement d'accélération avec une croissance de 2,0 % en moyenne annuelle selon les chiffres provisoires de l'Insee après 1,2 % en 2005.

En 2007, l'activité en zone euro ralentirait quelque peu du fait de l'orientation des politiques macroéconomiques, et notamment de resserrements budgétaires importants en Allemagne et en Italie. A l'horizon de fin 2008, les facteurs internes à l'origine du ralentissement de début 2007 devraient s'estomper et l'activité devrait réaccélérer progressivement. Ce mouvement serait favorisé par la meilleure orientation de l'activité mondiale, notamment aux États-Unis.

Dans cet environnement international un peu plus chahuté qu'en 2006, la France profiterait toujours du dynamisme de sa demande intérieure. La consommation des ménages bénéficierait notamment du dynamisme du pouvoir d'achat. Dans ces conditions, la croissance française serait comprise entre 2 % et 2½ % en 2007 et en 2008.

Ce scénario de croissance est un scénario médian. Il s'appuie en particulier sur une hypothèse prudente de prix du pétrole (prix du baril de Brent se stabilisant à 65 \$). Il repose également sur l'hypothèse conventionnelle d'une stabilité des taux de change (1 € = 1,30 USD, moyenne observée en janvier).

### Principaux résultats et hypothèses des Perspectives économiques 2007-2008

	2006	2007	2008
PIB en France	2,0	2-2½	2-2½
Demande mondiale de biens adressée à la France	9,2	5,6	6,6
Indice des prix à la consommation	1,6	1,3	1,4
PIB dans le monde	5,0	4,3	4,4
Etats-Unis	3,3	2,3	2,9
Zone euro	2,7	2,3	2,2
Allemagne	2,9	1,9	2,1
Italie	2,0	1,7	1,4
Indice harmonisé des prix à la consommation de la zone euro	2,2	1,8	1,7
Taux de change euro/USD	1,26	1,30	1,30
Prix du baril de Brent, en USD	65	64	65

## Environnement international de la zone euro

L'économie mondiale bénéficie depuis 2004 d'une croissance très vigoureuse. Dans un contexte général de resserrement monétaire, elle montre des signes de léger ralentissement depuis le milieu de l'année 2006. C'est principalement aux États-Unis et au Japon et plus marginalement dans les pays émergents d'Asie que ce ralentissement s'est manifesté.

### **La croissance mondiale se rééquilibre progressivement avec le ralentissement de l'économie américaine...**

L'économie américaine montre des signes de ralentissement depuis le milieu de l'année 2006 bien qu'en moyenne annuelle l'activité est restée soutenue (+ 3,3 % contre + 3,2 % en 2005). Deux facteurs ont principalement affecté l'activité l'an dernier. D'une part, la forte baisse de l'investissement résidentiel (- 12,6 % entre fin 2005 et fin 2006) a pesé sur l'activité dans le secteur de la construction depuis le deuxième trimestre. D'autre part, avec le ralentissement de l'activité industrielle, l'investissement privé a également été freiné. Le ralentissement américain est cependant resté modéré, la consommation des ménages étant toujours dynamique bien que la décélération des prix de l'immobilier ne permette plus aux ménages de bénéficier de la hausse de la valeur de leurs maisons pour accroître leur consommation. En effet, la consommation a bénéficié l'an dernier du dynamisme des revenus salariaux et non salariaux et de la poursuite de la baisse du taux d'épargne (taux d'épargne à -1,1 % du revenu disponible brut en moyenne annuelle en 2006) favorisée par des conditions financières toujours favorables en dépit de la remontée des taux directeurs jusqu'à l'été.

Les pays émergents d'Asie ont également vu leur croissance ralentir à partir du troisième trimestre de 2006 en même temps que le commerce mondial. L'activité en Chine est restée vigoureuse sur l'ensemble de l'année (+ 10,7%) en dépit des efforts des autorités pour limiter la progression très vive du crédit. Ces efforts semblent cependant porter leurs fruits en fin d'année avec la légère décélération de l'activité dans l'industrie et dans le secteur de la construction. Parallèlement au ralentissement de l'activité en Chine, l'activité industrielle a également été plus modérée en Corée et à Taiwan, quoique enregistrant des taux de croissance encore très élevés.

L'économie japonaise a continué de progresser sur la tendance de croissance qu'elle avait retrouvée dès fin 2003 mais a ralenti en fin d'année dernière. La demande intérieure a montré des signes clairs d'accélération au début d'année 2006 conduisant les autorités monétaires à abandonner dès juillet la politique de taux nuls qu'elles menaient depuis 5 ans. Toutefois, sur la seconde partie de l'année, en lien avec le ralentissement du commerce mondial, elle s'est montrée moins bien orientée, notamment du fait d'un affaiblissement de l'investissement des entreprises et surtout de la consommation privée, malgré un rebond au quatrième trimestre. Au total, sur l'année, la demande intérieure japonaise reste hésitante. La consommation des ménages semble toujours être le maillon le plus fragile de la reprise : la hausse des salaires tarde à prendre le relais de la baisse du taux d'épargne comme moteur de la consommation.

### **... et une croissance plus forte en Europe**

Alors que l'activité mondiale ralentissait, l'économie britannique a nettement accéléré l'an dernier (+ 2,7 % après + 1,9 % en 2005). Toutes les composantes de la demande se sont redressées. La nouvelle hausse des prix de l'immobilier au Royaume-Uni a permis aux ménages de réduire leur taux d'épargne et soutenu la consommation. Bien que les chiffres d'exportations soient perturbés par une intensification d'un trafic de marchandises lié à une fraude à la TVA, les données corrigées de l'office statistique britannique<sup>1</sup> font apparaître une accélération des exportations en 2006 en lien avec la dynamique de l'activité dans la zone euro. La demande repartant, l'investissement des entreprises a également nettement rebondi.

La croissance des pays d'Europe Centrale et Orientale (PECO) a également nettement accéléré en 2006 tirée à la fois par des facteurs internes et externes. La consommation a bénéficié de la progression des revenus, l'investissement de l'afflux d'investissements directs étrangers et du redémarrage de l'activité dans le reste de l'Europe.

L'activité en Russie est restée dynamique bénéficiant toujours du cours élevé des matières premières et de la bonne orientation de la demande intérieure.

### **L'activité mondiale ralentirait légèrement en 2007 mais accélérerait de nouveau en 2008**

En 2007, l'activité mondiale serait nettement moins vigoureuse notamment en raison du ralentissement de l'économie américaine. Elle resterait cependant sur des rythmes plus élevés que la moyenne de longue période, toujours tirée par la croissance en Asie. En 2008, avec le redémarrage outre-Atlantique, la croissance mondiale serait légèrement plus dynamique.

Aux États-Unis, les tendances perceptibles en fin d'année dernière se poursuivraient. Le secteur du logement souffrirait toujours de la faiblesse de la demande des ménages en logements neufs, et son activité serait déprimée en attendant que le stock de logements invendus se réduise. Ce retournement du marché immobilier, concomitant à un ralentissement de l'activité industrielle, devrait peser sur les créations d'emplois. La consommation des ménages subirait le contrecoup à la fois de la baisse d'activité dans ces deux secteurs et de la baisse des prix de l'immobilier. Dans ce contexte de demande intérieure ralentie, l'investissement des entreprises résisterait mieux du fait des niveaux élevés d'utilisation des capacités productives et de niveaux de profits toujours élevés. En 2008, l'essentiel des facteurs qui pèseraient sur l'activité cette année devraient avoir été absorbés et seul l'effort budgétaire dans la continuité de celui réalisé en 2007 limiterait l'accélération de l'activité qui se rapprocherait de son potentiel (+ 2,9 % après + 2,3% en 2007).

Le profil de l'activité américaine se retrouverait dans la plupart de ses principaux partenaires commerciaux et notamment au Mexique (même si l'Amérique Latine dans son ensemble ne verrait pas sa croissance augmenter en 2008, compte tenu des très hauts niveaux atteints sur le passé, – largement supérieurs au potentiel) et dans les petits pays d'Asie émergente. La Chine et l'Inde auraient cependant un profil toujours en très légère décélération sur les deux années. Progressivement, ces pays ne bénéficieraient plus autant de leur intégration rapide à l'économie mondiale : les gains de parts de marché seraient moins importants, les effets de

---

<sup>1</sup> qui estime les exportations hors commerce lié à cette fraude.

l'entrée à l'OMC de la Chine s'estompant ; les restructurations de l'appareil productif qui favorisent les gains de productivité seraient moins nombreuses.

La croissance japonaise se reprendrait aussi. Elle reposerait davantage que par le passé sur la demande intérieure. La consommation se raffermirait profitant d'une hausse progressive des salaires nominaux un peu plus rapide que le redressement des prix à la consommation. L'activité reviendrait ainsi progressivement sur un rythme proche de son potentiel avec une croissance de + 1,7% en 2008 dans un contexte international moins porteur que ces dernières années du fait du ralentissement des échanges en Asie.

L'économie britannique devrait encore bénéficier de la forte accélération de la consommation au début de l'année 2007 en lien avec les hausses de prix de l'immobilier. Toutefois, progressivement, le resserrement des conditions monétaires pèserait sur le pouvoir d'achat des ménages et limiterait la progression des prix de l'immobilier : la consommation des ménages ralentirait en 2008 et l'investissement en logements serait moins vigoureux. L'investissement des entreprises ralentirait en parallèle. L'économie britannique devrait croître autour de + 2,5 % en 2007 et 2008.

Au total, la demande mondiale adressée à la zone euro, après avoir fortement décéléré en milieu d'année 2006, du fait du ralentissement des importations britanniques<sup>2</sup>, de la faiblesse des importations américaines et, dans une moindre mesure, asiatiques, devrait sensiblement ralentir en 2007. En 2008, elle tirerait profit à la fois d'un profil plus normal des exportations à destination du Royaume-Uni et de l'accélération de l'activité aux Etats-Unis.

### Principaux résultats du scénario international

Croissance en %	Poids (en %) (1)	2005	2006	2007	2008
				prévision	prévision
Etats-Unis	15	3,2	3,3	2,3	2,9
Japon	3	1,9	2,2	2,0	1,7
Royaume-Uni	16	1,9	2,7	2,6	2,4
Asie hors Japon	17	8,3	8,7	8,0	7,8
dont Chine	4	10,2	10,7	10,0	9,5
PECO	12	4,2	5,3	4,4	4,6
Amérique Latine	4	4,3	4,8	4,4	4,1
Demande mondiale adressée à la zone euro		8,9	11,0	5,5	8,4
Commerce mondial		8,0	9,4	6,3	7,6
Prix du pétrole		55	65	64	65

(1) Part dans les exportations de biens de la zone euro en 2005 (source : Eurostat)

<sup>2</sup> Les importations britanniques ont été particulièrement dynamiques début 2006 en raison du développement d'une fraude à la TVA. La découverte et donc l'arrêt de cette fraude a mécaniquement réduit sensiblement ces importations sur la seconde partie de l'année. La contrepartie en a été de moindres exportations chez les partenaires du Royaume-Uni.

## **L'activité en zone euro ralentirait en 2007 du fait de facteurs internes et externes pour réaccélérer en 2008**

Après plusieurs années de relative atonie, l'activité en zone euro s'est montrée très vigoureuse en 2006 (+ 2,7 % en moyenne annuelle contre + 1,5 % en 2005). Tirées par le dynamisme de l'activité chez ses principaux partenaires, les exportations de la zone euro ont nettement accéléré à la fin de 2005 stimulant en retour l'investissement des entreprises et l'emploi. Dans ce contexte, la demande des ménages s'est progressivement ranimée. Ces deux composantes de la demande intérieure se sont encore renforcées au cours de 2006 alors que l'environnement international était moins bien orienté : l'investissement du fait du haut niveau des taux d'utilisation des capacités de production et de conditions de financement encore favorables ; la consommation en raison de la nette amélioration du marché du travail.

Au total, l'accélération de l'activité tout au long de 2006 a principalement reposé sur celle de la demande intérieure. La croissance en zone euro a même été supérieure à celle du Japon ou des États-Unis au second semestre.

### **Après un affaiblissement temporaire dans un contexte de politiques macro-économiques plus restrictives, l'activité en zone euro repartirait progressivement**

L'économie européenne devrait ralentir en 2007. En dépit de fondamentaux qui restent très bons comme l'atteste l'optimisme des chefs d'entreprises en début de 2007, les enquêtes de conjoncture indiquent que ces derniers s'attendent à un léger tassement de l'activité en début d'année. Plusieurs facteurs se conjugueraient pour modérer l'activité. Les exportations souffriraient à la fois du moindre dynamisme de la demande mondiale adressée à la zone euro, et des pertes de compétitivité dues à la légère appréciation de l'euro intervenue l'an dernier. Par ailleurs, les politiques macro-économiques seraient plus restrictives. La hausse des taux d'intérêt intervenue depuis la fin 2005 commencerait à peser sur l'activité. L'augmentation de 3 points du taux normal de TVA en Allemagne et les efforts budgétaires pour réduire le déficit public en Italie freineraient le pouvoir d'achat et la consommation des ménages. Avec une demande moins bien orientée, l'investissement des entreprises ralentirait, mais de façon modérée, les tensions apparues en fin d'année sur l'appareil productif perdurant.

Ces facteurs devraient s'estomper progressivement en cours d'année, ce qui permettrait à l'activité de progresser un peu au-delà de son rythme potentiel en 2008. La croissance mondiale réaccélérant et les effets de l'appréciation de l'euro se dissipant, les exportations bénéficieraient d'une nouvelle impulsion. Après la forte consolidation budgétaire intervenue en 2007, les finances publiques en zone euro poursuivraient leur redressement mais sur un rythme moins soutenu contribuant à l'accélération de la consommation. Dans ce contexte de demande plus porteur, l'investissement des entreprises se redresserait.

Au total, la demande mondiale adressée à la France ralentirait en 2007, du fait de l'environnement international de la zone euro mais également du ralentissement des importations allemandes et italiennes, pour se redresser ensuite en 2008.

L'inflation serait toujours modérée. La hausse du taux de TVA au 1<sup>er</sup> janvier 2007 en Allemagne devrait mécaniquement pousser temporairement les prix à la hausse cette année mais le rythme de progression des prix serait limité par la baisse des prix du pétrole. En 2008,

l'accélération de l'activité favoriserait une légère progression de l'inflation, mais cette évolution serait compensée par la fin de l'effet de la hausse de TVA.

### La croissance redeviendrait plus homogène au sein de la zone euro

La croissance allemande se rééquilibrerait progressivement au profit de la demande intérieure à l'horizon de 2008. La demande des ménages, temporairement pénalisée par la hausse du taux de TVA en début d'année 2007, bénéficierait ensuite de la nette accélération du pouvoir d'achat permise notamment par le reflux de l'inflation. Les exportations allemandes resteraient dynamiques et soutiendraient les créations d'emplois. Le taux de chômage continuerait à baisser assez sensiblement favorisant la progression des salaires et la diminution de l'épargne de précaution. Dans ces conditions, l'activité en Allemagne évoluerait en 2008 assez nettement au-delà du potentiel de l'économie (estimé à 1,5% environ) pour rattraper le retard d'activité accumulé ces dernières années.

La croissance italienne enregistrerait en 2007 l'effet de la forte consolidation budgétaire puis réaccélérerait nettement pour se rapprocher de son rythme potentiel. L'effet dépressif sur la consommation de la hausse des prélèvements en 2007 serait en partie lissé entre les deux années par une baisse temporaire du taux d'épargne. L'investissement des entreprises resterait dynamique, notamment pour favoriser un repositionnement progressif des produits italiens vers le plus haut de gamme. Toutefois, malgré cet effort d'investissement qui permettrait une légère accélération de la productivité limitant les pertes de compétitivité, l'Italie continuerait à perdre des parts de marché.

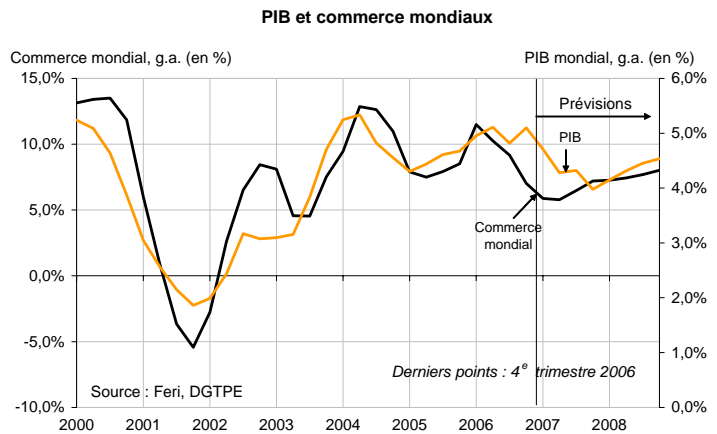
L'activité en Espagne ralentirait progressivement. La demande des ménages, longtemps principal moteur de la croissance espagnole, s'essoufflerait quelque peu. Le relèvement des taux directeurs intervenu depuis un peu plus d'un an pèserait particulièrement sur les ménages espagnols dont l'endettement est élevé et pour une large part à taux variables. Dans le même temps, l'activité immobilière ralentirait du fait du tassement de la demande de logements. Enfin, le taux d'épargne cesserait de baisser notamment en raison de la moins bonne orientation du marché du travail.

### Croissance du PIB en zone euro et de la demande mondiale adressée à la France

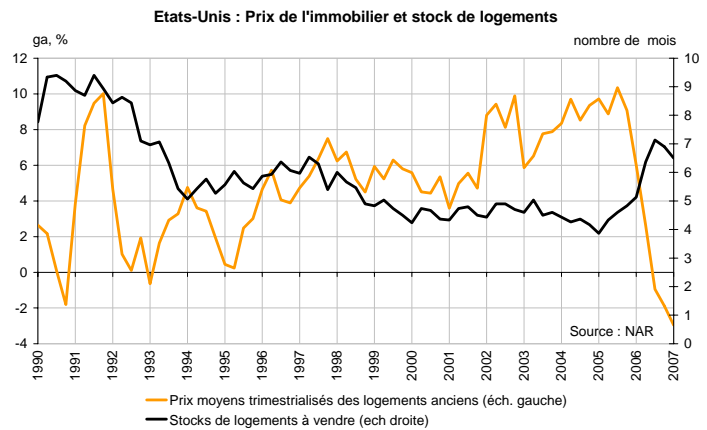
Croissance en %	Poids (en %) (1)	2005	2006	2007	2008
				prévision	prévision
Zone euro	49,4	1,5	2,7	2,3	2,2
dont Allemagne	14,4	1,1	2,9	1,9	2,1
dont Italie	9,0	0,1	2,0	1,7	1,4
dont Espagne	9,8	3,5	3,9	3,5	2,9
Demande mondiale adressée à la France		6,7	9,2	5,6	6,6

(1) Part dans les exportations françaises

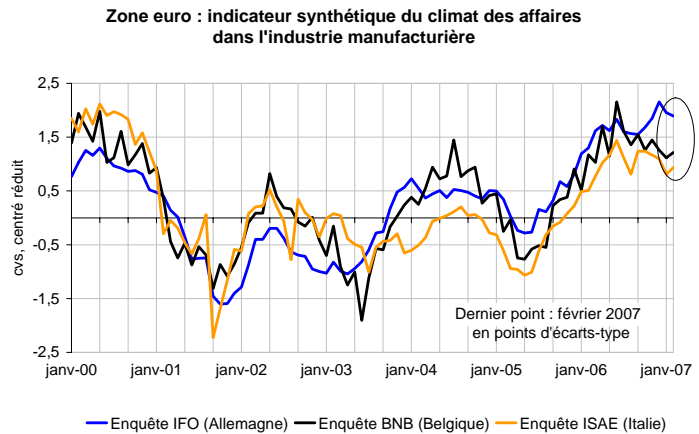
Le commerce mondial a nettement ralenti après un point haut atteint au début de 2006. Ce ralentissement est plus marqué que celui de l'activité mondiale du fait d'un ralentissement du secteur industriel plus marqué fin 2006. L'activité mondiale et le commerce mondial convergeraient en prévision vers un rythme de croissance proche de leur moyenne de longue période.



Aux États-Unis, le ralentissement de la demande sur le marché immobilier est manifeste depuis l'été 2006. Il s'est traduit par une baisse des prix des maisons et une forte remontée des stocks des logements à vendre.



Dans la zone euro, les enquêtes auprès des chefs d'entreprise sont à des niveaux élevés depuis mi 2006 mais ont une tendance plutôt baissière.



## L'évolution de l'économie française

### **La croissance s'est raffermie en 2006 dans le sillage du commerce mondial.**

L'économie française a bénéficié l'an dernier du redressement de l'activité mondiale. Sur l'ensemble de l'année, la croissance a été robuste, s'établissant à + 2,0 % (+2,3% hors variation des stocks) après + 1,2 % en 2005.

Profitant de l'accélération de l'activité dans le monde et surtout chez nos partenaires de la zone euro, les exportations ont fortement rebondi en 2006 ce qui a permis un maintien de nos parts de marché au sein de l'OCDE. Pour faire face à l'accélération de la demande, les entreprises ont d'abord réduit leurs stocks. Dans le même temps, l'investissement des entreprises est resté dynamique sans accélérer en raison de l'absence de véritables tensions sur l'appareil productif.

La demande des ménages est restée le moteur principal de la croissance, accélérant même l'an dernier. La consommation a été principalement soutenue par l'amélioration du marché du travail. La baisse d'un point du taux de chômage en glissement annuel (passant de 9,6% en décembre 2005 à 8,6% en décembre 2006) a favorisé la légère baisse du taux d'épargne et le dynamisme de l'emploi (près de +250 000 emplois créés) a stimulé le revenu dont le pouvoir d'achat a progressé de + 2,5 % contre seulement + 1,1 % en 2005. L'investissement en logement a cependant ralenti légèrement du fait du resserrement des conditions financières et du durcissement des dispositifs d'aide à l'investissement locatif.

Après avoir très fortement accéléré au premier semestre 2006, l'activité a légèrement ralenti ensuite en ligne avec la moins bonne orientation de la demande mondiale depuis le printemps. Les exportations comme les importations ont ralenti au second semestre tandis que la demande intérieure progressait toujours au même rythme soutenu.

### **Comme pour l'ensemble de la zone euro, la croissance serait robuste en 2007 et 2008.**

Les enquêtes de conjoncture disponibles en début d'année 2007 montrent que les chefs d'entreprises envisagent pour les prochains mois un prolongement du rythme d'activité enregistré en fin d'année 2006. À l'horizon de la prévision, la croissance devrait s'établir à un rythme légèrement supérieur à celui enregistré l'an dernier.

En 2007, la demande mondiale adressée à la France ralentirait – en raison notamment de l'affaiblissement de la demande intérieure en Italie et en Allemagne – entraînant dans son sillage nos exportations (+ 4½ % en moyenne annuelle en 2007 après + 6¼ % en 2006). Les entreprises exportatrices enregistreraient également les effets retardés de la légère appréciation de l'euro intervenue l'an dernier. Les effets sur la croissance seraient neutralisés par l'arrêt du déstockage. En 2008, les exportations réaccélèreraient, à environ + 5½ %, toujours en ligne avec la demande étrangère. Les importations seraient toujours tirées par la demande intérieure et resteraient assez dynamiques.

La consommation des ménages resterait très dynamique à l'horizon de 2008, progressant de + 2,8 % en 2007 et 2008. Cette légère accélération s'appuierait, en 2007, sur la dynamique du pouvoir d'achat qui bénéficie de la vigueur de revenus salariaux et des allègements d'impôt

sur le revenu au travers notamment de la réforme du barème et de la revalorisation de la prime pour l'emploi. En 2008, le pouvoir d'achat retrouverait un rythme plus proche de son rythme tendanciel (+ 2½ %). La croissance de la consommation resterait soutenue cependant : les ménages lissent leur consommation dans le temps de sorte que le taux d'épargne diminuerait légèrement après avoir augmenté en 2007 quand le pouvoir d'achat accélérerait. En dépit de la montée en charge progressive d'un dispositif complémentaire d'aide à l'investissement locatif (« Borloo populaire »), l'investissement logement décélérerait légèrement à l'horizon de 2008 en raison d'un environnement financier moins favorable.

L'investissement des entreprises resterait toujours bien orienté, même s'il ressentirait le resserrement des conditions de financement.

Dans ce contexte, la croissance française devrait s'établir dans la fourchette 2 % - 2½ % en 2007 et 2008.

### **Les créations d'emplois resteraient dynamiques**

Avec la bonne tenue de l'activité, les créations d'emplois salariés marchands se poursuivraient à un rythme encore supérieur à celui de 2006. Après avoir bénéficié de la montée en charge progressive des mesures du plan d'urgence pour l'emploi, l'emploi salarié marchand serait encore soutenu par l'extension des allègements de cotisations sociales dans les entreprises de moins de 20 salariés. Ainsi, l'emploi salarié privé<sup>3</sup> progresserait en glissement de +190 000 en 2007 et de +205 000 en 2008.

L'emploi total continuerait à progresser fortement (environ +230 000 emplois en 2007 comme en 2008), permettant la poursuite de la baisse continue et rapide du taux de chômage.

### **L'inflation resterait très modérée**

En moyenne annuelle, l'inflation ralentirait : elle se situerait à 1,3 % en 2007 et à 1,4 % en 2008, après 1,6 % en 2006. Sous l'hypothèse prudente de stabilisation des prix à 65 \$ le baril de Brent, la composante énergétique deviendrait progressivement plus neutre. L'inflation sous-jacente se stabiliserait aux environs de 1,5 %. Une concurrence internationale toujours vive et une progression des salaires parallèle à celle des gains de productivité viendraient compenser les effets haussiers de l'amélioration de la situation sur le marché du travail.

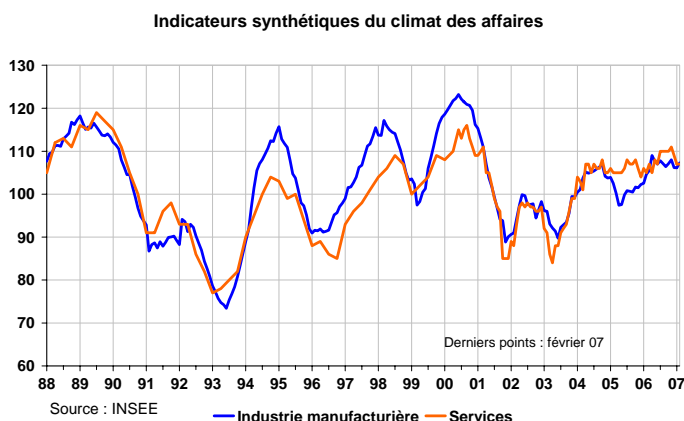
---

<sup>3</sup> L'emploi salarié privé comprend l'emploi salarié marchand non agricole, l'emploi salarié agricole et la partie privée de l'emploi salarié non marchand (associations, santé et éducation privées principalement).

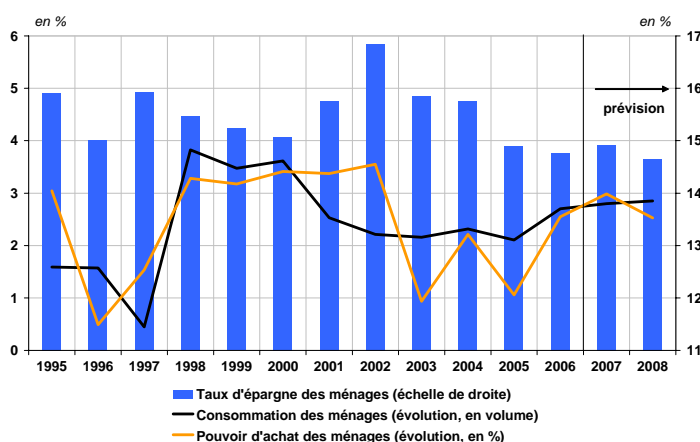
**Principaux résultats du scénario France**

<b>Croissance en %</b>	<b>2006</b>	<b>2007 prévision</b>	<b>2008 prévision</b>
PIB	2,0	2 – 2½	2 – 2½
Consommation des ménages	2,7	2,8	2,8
Investissement	2,9	2,8	2,6
<i>dont entreprises non financières</i>	3,8	3,8	3,6
<i>dont ménages</i>	2,5	1,7	1,5
Variations de stocks (contribution)	-0,3	0,0	0,0
Extérieur (contribution)	-0,3	-0,3	0,0
<i>Exportations</i>	6,2	4,6	5,7
<i>Importations</i>	7,1	5,5	5,3
Indice des prix à la consommation	1,6	1,3	1,4

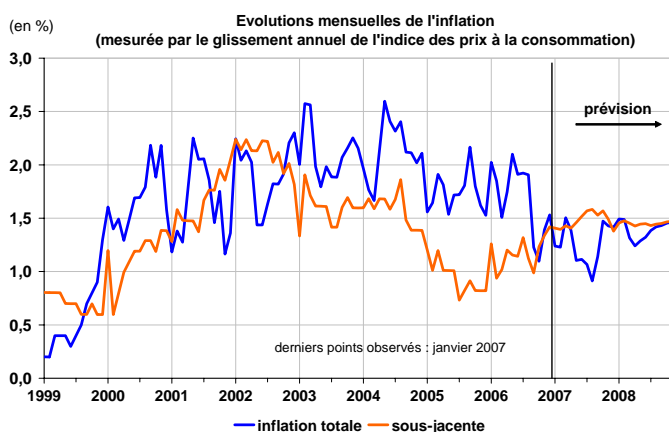
La confiance des chefs d'entreprises se situe depuis le début de 2007 à des niveaux élevés à la fois dans l'industrie manufacturière et dans le secteur des services. Dans ces conditions, l'économie française devrait croître sur un rythme robuste dans les prochains mois.



La consommation des ménages reste le principal moteur de la croissance en France. Elle serait soutenue, en 2007, par l'accélération du pouvoir d'achat.



L'inflation ralentirait à 1,3 % en 2007 et 1,4 % en 2008 en moyenne annuelle. La composante énergétique deviendrait progressivement plus neutre. L'environnement concurrentiel et une évolution des salaires en parallèle des gains de productivité permettraient toujours de bénéficier d'une inflation sous-jacente faible.



## Les aléas de la prévision

Les prévisions des perspectives économiques 2007-2008 décrivent un scénario où, après avoir légèrement ralenti en 2007, la croissance mondiale réaccélère progressivement pour retrouver un rythme soutenu. La croissance en Asie resterait forte bien qu'en léger ralentissement ; l'économie américaine réaccélérerait après avoir subi les effets d'une baisse modérée des prix de l'immobilier et la croissance de la zone euro serait toujours dynamique quoique un peu moins qu'en 2006. Il s'agit d'un scénario central autour duquel de nombreuses incertitudes existent :

- Un ralentissement plus marqué de l'activité aux États-Unis suite au retournement de l'activité dans le secteur du logement est possible.
- La croissance en zone euro pourrait être plus dynamique qu'envisagé si la hausse du taux de TVA intervenue au début de 2007 s'accompagnait d'une réduction plus marquée des marges des entreprises allemandes.
- Les taux de change et le prix du pétrole constituent par ailleurs des éléments récurrents d'incertitude pour la prévision.

Dans ce contexte, plusieurs scénarios alternatifs à la prévision centrale peuvent être envisagés. En particulier :

Un premier scénario proviendrait d'un ralentissement américain plus important. Pour le moment, la correction intervenue sur les prix de l'immobilier aux États-Unis ne semble pas s'être fortement répercutée sur les dépenses de consommation des ménages américains. Il est cependant possible que l'économie américaine souffre davantage qu'anticipé de cet enchaînement : les prix de l'immobilier pourraient continuer à chuter et la transmission de cette baisse à la consommation être plus importante que jusqu'à présent, les ménages accédant moins facilement au crédit. Dans ce scénario, la croissance américaine serait fortement affectée, celles de la zone euro et de la France le seraient également de façon significative.

Un second scénario correspondrait à une accélération plus rapide de l'activité en Allemagne, dans le cas où la hausse de 3 points du taux normal de TVA au premier janvier 2007 n'affecterait que marginalement les prix à la consommation. Dans cette hypothèse, les entreprises allemandes mobiliseraient les marges de manœuvre importantes dont elles disposent (haut niveau de profitabilité) pour absorber dans leurs prix hors taxe une partie plus importante de la hausse de la fiscalité indirecte. Ce scénario serait favorisé par le contexte de retard de la consommation par rapport à la reprise économique, de forte concurrence entre fournisseurs et entre distributeurs et de baisse des coûts de l'énergie. Cette reprise plus forte en Allemagne stimulerait l'activité dans l'ensemble de la zone euro, en renforçant l'investissement. La plus forte croissance inciterait les ménages à diminuer leur épargne de précaution, tirant encore la croissance à la hausse.

Chacun de ces deux scénarios pourrait être affecté par des mouvements intervenant sur le marché des changes.

L'accroissement de la dette extérieure américaine et le ralentissement de l'activité outre-Atlantique pourraient renforcer l'inquiétude des investisseurs sur la soutenabilité du déficit courant américain. Dans ces conditions, le dollar serait poussé assez fortement à la baisse. Si cette dépréciation se faisait principalement par une appréciation de l'euro face au dollar sans

évolution significative des autres parités, et notamment en Asie, la croissance en Europe et en France serait significativement ralentie.

À l'inverse, une reprise plus nette de la demande intérieure au Japon pourrait favoriser une sortie de déflation plus rapide. Dans ces conditions, le Yen pourrait s'apprécier et d'autant plus que les opérations de portage qui le poussent à la baisse depuis quelques trimestres se déboucleraient. Cette évolution pourrait favoriser une appréciation de l'ensemble des monnaies asiatiques. L'euro et le dollar se dépréciant face à ces devises, l'activité serait stimulée en Europe et aux États-Unis.

De même, les tensions sur le marché du pétrole pourraient se réduire plus fortement qu'envisagé en parallèle d'une hausse plus marquée des capacités de production, faisant rapidement baisser les cours du pétrole. L'activité mondiale en bénéficierait. Mais, il n'est pas possible d'exclure que des tensions sur les capacités de production se renforcent, ce qui pourrait, à l'inverse, pousser les cours à la hausse et peser sur l'activité mondiale.

## Retour sur les prévisions de croissance pour les années 2006 et 2007

**La moins bonne performance sur les exportations enregistrée en 2006 explique la plus grande part de la légère révision à la baisse de la croissance du PIB l'an dernier. Selon les chiffres provisoires de la comptabilité nationale, celle-ci s'établirait dans le bas de la fourchette envisagée à l'automne. Pour 2007, la croissance serait en ligne avec la prévision du projet de Loi de finances.**

L'environnement international de la France a été meilleur qu'anticipé à l'automne du fait d'une croissance plus dynamique chez nos partenaires européens. La demande mondiale adressée à la France n'a été cependant que légèrement révisée à la hausse. Ce léger effet favorable a été contrebalancé par une amélioration moins rapide de la compétitivité prix du fait d'une appréciation de l'euro et d'une progression moins rapide des prix étrangers.

Ce sont surtout les comportements d'exportation qui expliquent la révision à la baisse de l'activité : bien qu'en croissance forte, les exportations de biens ont été moins vigoureuses que prévu ; les échanges de services ont également déçu sur l'ensemble de l'année. Les changements de comportement d'importation sont plus limités et tiennent au dynamisme accru des importations de services en fin d'année.

Les comportements des agents intérieurs (consommation, investissement et variations de stocks) sont globalement en ligne avec la prévision. La consommation a été un peu moins dynamique : le taux d'épargne des ménages s'est moins replié qu'anticipé dans un contexte de progression plus vigoureuse du pouvoir d'achat. L'investissement des entreprises a progressé un peu plus rapidement qu'anticipé.

### Révision de la prévision de croissance du PIB

Contribution à la révision	2006
<b>Croissance du PIB, RESF 2007</b>	<b>2 – 2½</b>
<b>Environnement international et financier</b>	<b>0,0</b>
Demande mondiale	0,1
Change et prix	-0,0
Pétrole	0,0
<b>Comportement des échanges extérieurs</b>	<b>-0,4</b>
<b>Comportement des agents intérieurs</b>	<b>0,1</b>
Demande des ménages	-0,1
Demande des entreprises	0,1
Autres comportements (1)	0,1
<b>Croissance du PIB, Perspectives économiques 2007-2008</b>	<b>2,0</b>

(1) Notamment marché du travail, transferts de l'État et composante non salariale du revenu des ménages.

**Pour 2007, la fourchette de prévision du PLF reste inchangée entre 2 % et 2½ %**

L'environnement international devrait être un peu moins favorable qu'anticipé à l'automne dernier conduisant à une légère révision à la baisse de la demande mondiale adressée à la France. La légère appréciation de l'euro en termes effectif enregistré l'an dernier devrait également peser sur nos échanges extérieurs, d'autant que s'y ajouterait un moindre dynamisme des prix de nos concurrents.

Ces effets seraient en grande partie compensés par les effets de la détente des prix du pétrole. Suite à la détente des prix du pétrole à la fin de l'année 2006, la prévision retient un prix du pétrole qui se situe 5 \$ par baril de Brent en dessous de l'hypothèse retenue pour 2007 dans les prévisions associées au projet de Loi de finances. Ce prix plus bas du baril soutiendrait la demande intérieure et l'activité.

## Situation des finances publiques en 2007 et 2008

Malgré une croissance économique dans le bas de la fourchette anticipée pour 2006, la maîtrise des dépenses publiques et la bonne tenue des recettes fiscales permettent de tabler sur un déficit public inférieur de 0,3 point à la prévision de la LFI 2006 (2,6% au lieu de 2,9% du PIB), soit une baisse de 0,3 point de PIB par rapport à 2005. La poursuite d'une croissance économique comprise entre 2 et 2½ % et les efforts partagés des administrations publiques pour freiner la dépense – avec un effort particulier de l'Etat qui durcit sa norme de dépense pour tendre vers la stabilité en valeur à l'horizon 2010 – permettraient la poursuite de la baisse du déficit public, à 2,4% du PIB en 2007 et 1,7% en 2008.

**En 2006, le déficit public se serait amélioré de 0,3 point de PIB, pour atteindre 2,6% du PIB.**

A ce stade, l'évaluation du déficit public en 2006 a encore pour partie une nature de prévision. L'Insee notifiera à la Commission européenne une première estimation des comptes publics de 2006 à la fin du mois de mars.

L'amélioration du déficit repose d'abord sur la maîtrise des dépenses. L'objectif de stabiliser la dépense de l'État en volume a été atteint pour la quatrième année consécutive. Les dépenses de santé, avec les premiers effets de la réforme de l'assurance maladie, ont connu un ralentissement notable. Celui-ci s'expliquerait aussi par une forte baisse des prestations chômage (-9½ %), en lien avec l'amélioration sensible du marché du travail. En revanche, la dépense locale a continué de croître sur un rythme soutenu.

Du côté des recettes, la croissance spontanée des prélèvements obligatoires a été nettement plus forte que celle de l'activité. L'impôt sur les sociétés a connu un très fort dynamisme en 2006, reflet de la bonne santé des entreprises françaises et de la mesure de relèvement des seuils de versement de l'acompte de décembre adoptée en collectif de fin d'année. La TVA a bénéficié de la bonne tenue de la consommation. Par ailleurs, les impôts assis sur des actifs ont connu cette année encore des progressions importantes, en lien avec les évolutions constatées sur les marchés immobiliers et financiers. Au total, par rapport à la LFI 2006, les surplus de recettes fiscales nettes de l'Etat ont atteint plus de 10 Mds€. Les recettes des administrations de sécurité sociale auraient été relativement dynamiques, bénéficiant de la bonne conjoncture, de hausses de taux de cotisation et de la modification du régime des prélèvements sociaux sur les intérêts générés par les PEL de plus de 10 ans. Enfin, les assiettes des impôts locaux ont conservé une progression soutenue en 2006, à laquelle s'ajouterait l'effet des hausses de taux des taxes directes.

Malgré les nouvelles baisses d'impôts d'État (relèvement de la prime pour l'emploi, crédit d'impôt développement durable,...), le taux de prélèvements obligatoires s'est accru de 0,4 point de PIB, à 44,4% du PIB, le dynamisme spontané des recettes contribuant à relever le taux de PO de 0,2 point de PIB. Par ailleurs, le taux de prélèvements obligatoires est rehaussé en raison d'un effet comptable lié à la réforme du financement des retraites des fonctionnaires de la Poste votée en LFR 2006<sup>4</sup>.

<sup>4</sup> En contrepartie des pensions des fonctionnaires de la Poste désormais comptabilisées en dépense de l'Etat, les versements afférents de la Poste à l'Etat sont enregistrés en cotisations sociales reçues par l'Etat et entrent dans le périmètre des prélèvements obligatoires à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2006.

Avec une croissance très légèrement en deçà de son potentiel, la réduction du déficit structurel est supérieure à la réduction effective (0,4 point de PIB) et, hors effet des soultes (industries électriques et gazières en 2005 et La Poste en 2006), elle atteint 0,8 point.

Les mesures prises à la suite de l'engagement national de désendettement devraient permettre de réduire le ratio de dette d'au moins 2 points, à 64,6% du PIB. En effet, la baisse a été favorisée par la réduction sensible du déficit public, l'affectation de l'intégralité des surplus de recettes fiscales et de la plus grande partie des recettes de cessions de participations au désendettement, la réorientation du pilotage de la trésorerie des administrations publiques et, plus généralement, l'amélioration de la gestion courante de la dette de l'ensemble des administrations publiques.

**En 2007, le déficit public se réduirait encore pour atteindre 2,4 points de PIB – soit le solde stabilisant l'endettement – dans un contexte de baisse du taux de prélèvements obligatoires.**

Avec un retour de la croissance du PIB entre 2 et 2½ % et un effort encore plus soutenu pour contenir la dépense publique, le déficit public atteindrait 2,4% en 2007.

La maîtrise des dépenses de l'État serait amplifiée en 2007 : après une progression en valeur de 1,8% en 2006, les dépenses du budget général ne devraient croître que de 0,8% en 2007, l'objectif étant d'atteindre une stabilisation en euros courants – et non plus seulement en euros constants – à l'horizon 2010. Du côté des dépenses sociales, leur croissance se stabiliserait par rapport à 2006. Les versements de retraites resteraient dynamiques sous l'effet naturel des départs à la retraite des générations du baby boom. *A contrario*, la plupart des autres prestations ralentiraient : dans le prolongement des bons résultats obtenus par la réforme de l'assurance maladie en 2006, la croissance de l'ONDAM s'inscrirait en progression de 2,6% seulement en valeur en 2007 ; les prestations familiales ralentiraient avec l'arrivée à maturité du dispositif de la prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE). Par ailleurs, les prestations chômage connaîtraient une nouvelle diminution avec la poursuite de la baisse du chômage.

De son côté, le taux de prélèvements obligatoires diminuerait à 44,0 %. La réforme du barème de l'impôt sur le revenu se traduira en particulier par un gain fiscal de 3,9 milliards d'euros pour les contribuables. En outre, la réforme de la Prime pour l'emploi au profit des ménages modestes, votée dans le PLF 2006, est dotée de 0,5 milliard d'euros supplémentaire en PLF 2007, pour un montant cumulé de 1,5 milliard d'euros (0,5 milliard d'euros sur 2006 et 1 milliard d'euros sur 2007). Ainsi, le montant maximal de la part individuelle de la PPE est porté de 538 euros à 714 euros en 2006, puis à 948 euros en 2007, soit un quasi doublement pour un travailleur au SMIC à plein temps, c'est-à-dire quasiment un treizième mois. Par ailleurs, la réforme de la taxe professionnelle (en particulier la montée en charge du dispositif rénové concernant le dégrèvement pour investissement nouveau) devrait représenter en 2007 un allègement supplémentaire de 1,1 milliard d'euros pour les entreprises.

Hors effet du contrecoup du versement de la soulte de La Poste en 2006, le déficit public connaîtrait une amélioration structurelle de 0,4 point de PIB, la totalité de l'amélioration du déficit entre 2006 et 2007 étant structurelle avec une croissance au niveau de la croissance potentielle.

Le retour au solde stabilisant la dette, combiné à la poursuite de l'affectation des cessions d'actifs au désendettement et de l'amélioration de la gestion courante de la dette de l'ensemble des acteurs publics, permettrait à la dette d'atteindre 63,6% du PIB fin 2007.

**En 2008, le déficit public s'inscrirait en baisse plus prononcée : il atteindrait 1,7% du PIB.**

L'année 2008 devrait être marquée par une accentuation des efforts pour maîtriser les dépenses publiques. Tous les secteurs des administrations publiques devraient y contribuer, permettant ainsi une poursuite de la baisse du déficit public. Ainsi, le programme de stabilité de la France pour 2008-2010 illustre une trajectoire de contrôle des finances publiques permettant un retour des comptes à l'équilibre et de l'endettement sous 60% de la richesse créée à l'horizon de la fin de la décennie.

Du côté de l'Etat, la réduction en volume de ses dépenses s'accroîtrait pour atteindre - 1,25% en 2008. Compte tenu des facteurs de rigidité de la dépense, cette politique exige un effort de redéploiement et d'économies très important. Un effort tout particulier de rationalisation des effectifs sera donc nécessaire en 2008, poursuivant l'effort fait en 2007 de non-remplacement de 15 000 départs en retraite de fonctionnaires de l'Etat. Des gains de productivité substantiels pourront être atteints tout en améliorant la qualité du service public, grâce à la mise en œuvre des recommandations des audits de modernisation de l'Etat déjà réalisés qui portent sur plus de 100 Md€ de dépenses.

Du côté des organismes de sécurité sociale, le redressement de la branche maladie devrait se poursuivre en 2008 avec la poursuite de la montée en puissance des effets de la réforme de l'assurance maladie sur les comportements et un meilleur pilotage des finances sociales grâce à la mise en œuvre de la loi organique relative aux lois de financement de la sécurité sociale (LOLFSS). La progression de l'ONDAM tendrait vers un rythme annuel de 2,2% en valeur. Les prestations chômage diminueraient grâce au recul du chômage et les dépenses de la branche famille devraient connaître une évolution plus modérée que ces dernières années en raison de l'arrivée à maturité de la prestation d'accueil du jeune enfant : la branche devrait renouer avec une situation excédentaire en 2008. Enfin les prestations vieillesse resteraient assez dynamiques en liaison avec l'arrivée aux âges de la retraite des classes d'après-guerre.

Les dépenses des administrations publiques locales ralentiraient en 2008. D'une part, la progression des dépenses de RMI serait moins dynamique, en lien avec l'amélioration du marché du travail. Mais surtout la croissance de l'investissement diminuerait nettement, conformément au cycle électoral.

Avec une croissance proche du potentiel, entre 2 et 2½ %, les prélèvements obligatoires reviendraient vers une progression spontanée proche de celle de l'activité. Le taux de prélèvements obligatoires baisserait cependant, de 0,2% du PIB, à la suite notamment de la réforme de la taxe professionnelle (plafonnement effectif à 3,5% de la valeur ajoutée).

La baisse du déficit public serait entièrement structurelle. Elle atteindrait donc environ 0,7% du PIB.

La réduction du déficit à 1,7% du PIB, ainsi que la poursuite de la gestion active des participations et de la trésorerie de l'Etat, permettraient au ratio de dette de poursuivre son reflux, pour atteindre 62,6% du PIB fin 2008.

### Principaux agrégats de finances publiques

<b>En points de PIB</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>	<b>2008</b>
Besoin de financement des administrations publiques	-2,6	-2,4	-1,7
Dépenses publiques	53,6	53,3	52,4
Prélèvements obligatoires	44,4	44,0	43,8
Dettes publiques	64,6	63,6	62,6

### Décomposition du solde des administrations publiques par sous-secteurs

<b>En points de PIB</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>	<b>2008</b>
<b>Administrations publiques</b>	<b>-2,6</b>	<b>-2,4</b>	<b>-1,7</b>
État	-2,6	-2,1	-1,9
Organismes divers d'administration centrale	0,5	-0,1	0,3
Administrations publiques locales	-0,1	-0,1	-0,1
Organismes de sécurité sociale	-0,5	-0,2	0,0

### Décomposition de la variation du solde structurel

<b>En points de PIB</b>	<b>2005</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>	<b>2008</b>
<b>Solde effectif</b>	<b>-2,9</b>	<b>-2,6</b>	<b>-2,4</b>	<b>-1,7</b>
<b>Solde structurel : variation annuelle</b>	<b>1,1</b>	<b>0,4</b>	<b>0,3</b>	<b>0,7</b>
Solde structurel : variation annuelle hors soultes	0,7	0,8	0,4	0,7
<b>Variation discrétionnaire du solde structurel</b>	<b>0,3</b>	<b>0,5</b>	<b>-0,3</b>	<b>0,8</b>
dont mesures nouvelles sur les prélèvements obligatoires	0,4	0,1	-0,6	-0,1
dont gains dus à l'écart de progression des dépenses et du PIB	-0,1	0,4	0,3	0,9
<b>Composante non discrétionnaire (y compris soultes)</b>	<b>0,8</b>	<b>0,0</b>	<b>0,6</b>	<b>-0,1</b>
dont recettes hors prélèvements obligatoires	0,4	-0,4	0,3	0,1
dont effet d'évolution spontanée des PO (toutes APU) différentes du PIB	0,4	0,3	0,3	-0,2



# **Les tableaux prévisionnels**

Tableau 1

Évolution des ressources et emplois des biens et services\*

(En milliards d'euros et en indices)

	2005		2006				2007				2008			
			Prévision		Prévision		Prévision		Prévision		Prévision			
	Valeur aux prix courants	Indice de volume	Valeur aux prix n-1	Indice de prix	Valeur aux prix courants	Indice de volume	Valeur aux prix n-1	Indice de prix	Valeur aux prix courants	Indice de volume	Valeur aux prix n-1	Indice de prix	Valeur aux prix courants	
Ressources														
Produit Intérieur Brut	1 710,0	102,0	1 744,5	102,1	1 780,9	102 <sup>1/2</sup>	1 821,0	101,5	1 848,3	102 <sup>1/2</sup>	1 889,9	101,5	1 918,3	
Importations	462,6	107,1	495,3	102,8	509,2	105,5	537,2	100,3	538,9	105,3	567,3	100,8	572,1	
<b>TOTAL DES RESSOURCES</b>	<b>2 172,6</b>	<b>103,1</b>	<b>2 239,8</b>	<b>102,2</b>	<b>2 290,1</b>	<b>103,0</b>	<b>2 358,2</b>	<b>101,2</b>	<b>2 387,2</b>	<b>102,9</b>	<b>2 457,2</b>	<b>101,3</b>	<b>2 490,4</b>	
Emplois														
Dépenses de consommation des ménages	953,3	102,7	979,0	101,2	991,2	102,8	1 018,9	101,0	1 029,1	102,8	1 058,4	101,2	1 070,9	
Dépenses de consommation des APU	405,6	102,3	414,9	101,6	421,5	102,0	430,0	101,2	435,2	100,3	436,4	101,4	442,3	
Dépenses de consommation des ISBLSM	22,8	102,3	23,3	101,6	23,7	102,0	24,1	101,2	24,4	100,3	24,5	101,4	24,8	
Formation brute de capital fixe	336,6	102,9	346,3	103,7	359,1	102,8	369,2	102,2	377,5	102,6	387,2	102,2	395,9	
dont :														
Sociétés non financières et E.I.	176,5	103,8	183,2	102,2	187,2	103,8	194,4	102,0	198,2	103,6	205,5	102,2	210,0	
Ménages hors E.I.	93,1	102,5	95,5	106,8	102,0	101,7	103,8	103,2	107,0	101,5	108,6	102,9	111,8	
Sociétés financières	10,0	103,1	10,3	101,2	10,4	103,6	10,8	101,0	10,9	101,6	11,1	101,2	11,2	
Administrations publiques	55,4	100,5	55,7	103,8	57,9	101,3	58,7	101,8	59,7	101,2	60,4	101,4	61,2	
ISBLSM	1,5	100,5	1,5	103,9	1,6	101,3	1,6	101,8	1,7	101,2	1,7	101,4	1,7	
Exportations	446,3	106,2	474,0	101,3	480,2	104,6	502,2	100,7	505,7	105,7	534,7	100,9	539,3	
Objets de valeur	0,5	102,0	0,5	102,1	0,5	102,3	0,5	101,5	0,5	102,3	0,5	101,5	0,5	
Variations de stocks	7,6		1,9		14,0		13,2		14,8		15,5		16,6	
<b>TOTAL DES EMPLOIS</b>	<b>2 172,6</b>	<b>103,1</b>	<b>2 239,8</b>	<b>102,2</b>	<b>2 290,1</b>	<b>103,0</b>	<b>2 358,2</b>	<b>101,2</b>	<b>2 387,2</b>	<b>102,9</b>	<b>2 457,2</b>	<b>101,3</b>	<b>2 490,4</b>	
dont :														
Demande totale hors stocks	2 165,0	103,4	2 237,9	101,7	2 276,1	103,0	2 345,0	101,2	2 372,4	102,9	2 441,7	101,3	2 473,8	
Demande intérieure totale	1 726,4	102,3	1 765,8	102,5	1 810,0	102,5	1 856,1	101,4	1 881,5	102,2	1 922,5	101,5	1 951,0	
Demande intérieure hors stocks	1 718,7	102,6	1 763,9	101,8	1 795,9	102,6	1 842,9	101,3	1 866,7	102,2	1 907,0	101,4	1 934,5	

(\*) Ces prévisions ont été faites sur la base du compte provisoire 2005 de l'Insee.

Tableau 2

Contributions à la croissance du PIB\*\*

(Taux de croissance annuel moyen en %)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
												Prévision	Prévision	Prévision
<b>Contributions à la croissance du PIB (aux prix de l'année précédente)</b>														
Dépenses de consommation des ménages	0,9	0,9	0,3	2,1	1,9	2,0	1,4	1,2	1,2	1,3	1,2	1,5	1,6	1,6
Dépenses de consommation des APU	0,0	0,5	0,3	-0,1	0,3	0,4	0,3	0,4	0,5	0,5	0,3	0,5	0,5	0,1
Formation brute de capital fixe totale	0,3	0,1	0,1	1,2	1,5	1,4	0,5	-0,3	0,4	0,6	0,7	0,6	0,6	0,5
dont : Sociétés non financières et EI	0,3	0,0	0,1	0,9	0,9	0,8	0,4	-0,3	0,0	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4
Ménages hors EI	0,1	0,0	0,0	0,2	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1
Sociétés financières	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Administrations publiques	-0,1	0,0	-0,2	0,0	0,2	0,3	0,0	0,0	0,2	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
Variations de stocks et objets de valeur	0,6	-0,8	0,3	0,7	-0,1	0,6	-0,4	-0,3	-0,3	0,6	-0,1	-0,3	0,0	0,0
Commerce extérieur	0,3	0,4	1,3	-0,5	-0,4	-0,3	0,1	0,0	-0,6	-0,6	-0,8	-0,3	-0,3	0,0
dont : Exportations	1,8	0,8	3,0	2,1	1,2	3,3	0,7	0,4	-0,3	1,0	0,8	1,6	1,2	1,6
Importations	-1,5	-0,5	-1,7	-2,7	-1,6	-3,6	-0,6	-0,5	-0,3	-1,6	-1,5	-1,9	-1,6	-1,5
<b>PIB</b>	<b>2,2</b>	<b>1,1</b>	<b>2,2</b>	<b>3,5</b>	<b>3,2</b>	<b>4,0</b>	<b>1,9</b>	<b>1,0</b>	<b>1,1</b>	<b>2,3</b>	<b>1,2</b>	<b>2,0</b>	<b>2 - 2<sup>1/2</sup></b>	<b>2 - 2<sup>1/2</sup></b>

(\*\*) La somme des contributions peut apparaître différente du total en raison des arrondis.

Tableau 3

## Prix de consommation en France

Évolution des prix de détail par grands postes

Evolution des prix de détail par grands postes							
	Poids 2007 (en %)	2006		2007 Prévision		2008 Prévision	
		Glissement annuel (en %)	Moyenne annuelle (en %)	Glissement annuel (en %)	Moyenne annuelle (en %)	Glissement annuel (en %)	Moyenne annuelle (en %)
Alimentation	16,6	1,7	1,6	1,9	1,6	1,7	1,7
Manufacturés privés	31,4	-0,1	-0,3	0,3	0,1	0,5	0,4
Energie	7,9	1,7	6,5	1,1	-1,2	0,9	0,2
<i>Produits pétroliers</i>	4,8	-0,4	6,8	1,3	-3,1	0,0	-0,6
Services	42,4	2,7	2,5	2,2	2,5	2,2	2,3
<i>Loyers eau</i>	7,4	3,8	3,6	3,3	3,5	3,2	3,2
<i>Santé</i>	5,2	3,5	2,5	1,3	2,3	1,3	1,3
<i>Transports</i>	2,3	-0,1	1,8	1,1	0,5	2,0	1,8
<i>Communications</i>	2,7	-0,4	-4,6	-2,8	-0,6	-1,7	-1,7
<i>Autres services</i>	24,7	2,7	2,9	2,7	2,7	2,6	2,7
<b>Total hors tabac</b>	<b>98,2</b>	<b>1,5</b>	<b>1,7</b>	<b>1,4</b>	<b>1,3</b>	<b>1,5</b>	<b>1,4</b>
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>1,5</b>	<b>1,6</b>	<b>1,4</b>	<b>1,3</b>	<b>1,5</b>	<b>1,4</b>
Total hors énergie	92,1	1,5	1,3	1,4	1,5	1,5	1,5
<b>Sous-jacent</b>	<b>61,3</b>	<b>1,4</b>	<b>1,2</b>	<b>1,4</b>	<b>1,5</b>	<b>1,5</b>	<b>1,5</b>

Tableau 4

## Comptes des sociétés non financières

(Taux de croissance en valeur)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006 Prévision	2007 Prévision	2008 Prévision
<b>COMPTE D'EXPLOITATION</b>									
Emplois									
Rémunération des salariés	6,2	5,2	4,2	2,8	3,5	3,0	3,9	4,2	4,4
dont : Salaires bruts	7,2	5,7	4,4	2,7	3,8	3,3	4,1	4,1	4,3
Cotisations sociales employeurs	3,4	3,7	3,6	3,3	2,7	2,0	3,1	4,4	4,6
Impôts liés à la production et à l'importation	1,3	2,0	3,4	1,7	7,1	8,3	3,6	4,4	2,3
Excédent brut d'exploitation	6,8	5,2	1,1	3,9	3,4	0,4	5,5	3,5	6,0
Ressources									
Valeur ajoutée	6,5	4,8	3,2	3,0	3,7	2,4	4,0	4,1	4,8
Subventions d'exploitation	-19,8	28,2	2,6	10,6	0,5	5,7	27,0	-3,3	0,9
<b>COMPTE DE REVENU</b>									
Emplois									
Revenus de la propriété et de l'entreprise (1)	21,9	8,6	4,5	5,8	4,8	1,7	4,1	4,1	4,9
dont : intérêts effectifs	36,5	22,0	-9,2	-4,4	-5,5	1,9	7,0	6,0	2,6
Impôts courants sur le revenu et le patrimoine (1)	5,7	16,9	-15,1	-11,2	11,4	16,1	27,1	1,3	5,1
Revenu disponible brut	-0,5	5,2	-5,6	7,8	-5,7	-4,6	2,1	-0,2	6,8
Ressources									
Revenus de la propriété et de l'entreprise	21,5	13,6	-4,8	6,4	0,5	1,1	4,8	3,5	4,9
Excédent brut d'exploitation	6,8	5,2	1,1	3,9	3,4	0,4	5,5	3,5	6,0
<b>COMPTE DE CAPITAL</b>									
FBCF	12,1	5,2	-2,7	0,0	6,3	5,1	6,1	5,9	5,9
Variation de stocks (2)	12,9	6,0	0,9	-1,5	3,3	6,5	13,0	13,8	15,5
Besoin de financement (2)	-28,4	-22,9	-20,8	-17,5	-28,3	-52,0	-57,8	-66,0	-81,9

(1) L'évolution, en 2006, traduit la suppression de l'avoir fiscal. Au total, cependant, cette suppression est neutre sur le revenu disponible brut des entreprises.

(2) En milliards d'euros.

Tableau 5

## Ratios caractéristiques des résultats d'entreprise

(Part dans la valeur ajoutée en %)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006 Prévision	2007 Prévision	2008 Prévision
<b>REMUNERATION DES SALARIES</b>										
Entreprises non financières (SNF-EI)	58,2	58,2	58,2	58,8	58,9	58,8	59,3	59,2	59,3	59,1
Sociétés non financières	64,7	64,6	64,8	65,4	65,3	65,2	65,6	65,5	65,5	65,2
<b>EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (TAUX DE MARGE)</b>										
Entreprises non financières (SNF-EI)	38,2	38,1	38,5	37,8	37,9	37,6	37,0	37,5	37,4	37,6
Sociétés non financières	31,1	31,2	31,3	30,7	31,0	30,9	30,2	30,7	30,5	30,9
<b>INTERETS EFFECTIFS VERSES</b>										
Sociétés non financières	7,2	9,2	10,7	9,4	8,7	8,0	7,9	8,2	8,3	8,1
<b>IMPOTS COURANTS SUR LE REVENU ET LE PATRIMOINE</b>										
Sociétés non financières	4,1	4,0	4,5	3,7	3,2	3,4	3,9	4,7	4,6	4,6
<b>EPARGNE BRUTE</b>										
Sociétés non financières	17,6	16,5	16,5	15,1	15,8	14,4	13,4	13,1	12,6	12,8

Tableau 6

## Ratios caractéristiques de l'accumulation du capital

(En %)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006 Prévision	2007 Prévision	2008 Prévision
<b>TAUX D'INVESTISSEMENT (1)</b>										
Entreprises non financières (SNF-EI)	17,5	18,3	18,3	17,3	17,0	17,4	17,8	18,2	18,5	18,7
Sociétés non financières	18,7	19,7	19,8	18,7	18,2	18,6	19,1	19,5	19,8	20,0
<b>TAUX D'AUTOFINANCEMENT des Sociétés non financières</b>										
au sens strict (2)	93,9	83,3	83,3	80,7	87,0	77,2	70,1	67,4	63,6	64,1
au sens large :										
Hors stocks (3)	104,8	90,1	89,5	86,9	86,8	82,8	71,6	73,6	71,1	65,4
Y compris stocks (4)	102,0	82,7	86,1	86,4	87,7	81,1	68,8	68,5	66,1	60,6

(1) Investissement/Valeur ajoutée.

(2) Épargne brute/FBCF.

(3) Épargne brute+transferts nets en capital/FBCF.

(4) Épargne brute+transferts nets en capital/FBCF+variations de stocks.

Tableau 7

## Comptes des ménages

(Taux de croissance annuels en valeur)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006 Prévision	2007 Prévision	2008 Prévision
<b>COMPTE DE REVENU</b>										
Ressources										
Salaires bruts	4,8	6,2	4,9	4,3	2,5	3,5	3,0	3,8	3,6	3,5
- Cotisations sociales salariales	5,2	5,0	5,2	6,0	3,7	3,1	4,5	4,7	4,1	3,9
Salaires nets	4,8	6,3	4,9	4,1	2,3	3,5	2,7	3,6	3,5	3,5
Revenu mixte des EI	3,7	3,7	8,0	1,6	-0,3	2,4	0,4	5,0	3,6	3,7
EBE et revenu mixte des ménages (hors EI)	2,4	7,5	6,0	2,8	4,4	6,3	6,9	6,0	5,2	5,2
Prestations sociales brutes	2,9	2,5	3,8	5,5	4,1	4,0	3,9	3,6	3,3	3,3
Revenus de la propriété (1)	-6,6	10,2	6,2	-1,6	1,2	4,4	5,6	1,0	4,6	4,5
Autres ressources	-1,0	8,2	8,9	6,0	1,1	-0,3	3,2	3,3	2,8	3,0
Emplois										
Impôts courants sur le revenu et le patrimoine (1)	6,6	4,4	2,5	-0,4	3,3	2,5	6,5	2,1	1,3	4,0
Intérêts et dividendes (1)	-18,3	17,6	21,9	-14,1	-10,4	2,3	8,3	8,8	6,5	3,7
Autres emplois	0,1	5,0	8,9	3,1	2,6	0,7	3,8	3,5	3,2	2,8
<b>REVENU DISPONIBLE BRUT</b>	<b>2,6</b>	<b>5,7</b>	<b>5,1</b>	<b>4,7</b>	<b>2,8</b>	<b>4,1</b>	<b>3,1</b>	<b>3,8</b>	<b>4,0</b>	<b>3,7</b>
dont : Dépenses de consommation	2,9	6,0	4,3	3,3	4,0	4,2	4,1	4,0	3,8	4,1
Epargne Brute	1,0	4,6	10,0	11,9	-3,4	3,6	-2,6	3,0	5,1	1,9

(1) L'évolution, en 2006, traduit la suppression de l'avois fiscal. Au total, cependant, cette suppression est neutre sur le revenu disponible brut des ménages.

Tableau 8

## Salaires et pouvoir d'achat

(Taux de croissance moyen annuel)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006 Prévision	2007 Prévision	2008 Prévision
<b>SALAIRES</b>										
Salaires bruts reçus par les ménages (1)	4,8	6,2	4,9	4,3	2,5	3,5	3,0	3,8	3,6	3,5
Salaires moyen annuel par tête (2)	2,3	3,2	2,0	3,2	2,6	3,6	2,8	3,2	3,1	2,9
<b>VARIATIONS EN POUVOIR D'ACHAT</b>										
Prix à la consommation des ménages	0,5	1,7	1,7	1,9	2,1	2,1	1,8	1,6	1,3	1,4
Pouvoir d'achat du salaire moyen par tête (3)	1,8	1,5	0,3	1,2	0,5	1,5	1,0	1,5	1,8	1,5
<b>POUVOIR D'ACHAT DU RDB (4)</b>	<b>3,2</b>	<b>3,4</b>	<b>3,4</b>	<b>3,6</b>	<b>0,9</b>	<b>2,2</b>	<b>1,1</b>	<b>2,5</b>	<b>3,0</b>	<b>2,5</b>

(1) Ensemble de l'économie.

(2) Branches marchandes non agricoles (EB-EP).

(3) Calculé avec le prix à la consommation des ménages.

(4) Calculé avec le déflateur de la consommation des ménages.

Tableau 9

## Taux d'épargne des ménages

(En %)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
								Prévision	Prévision	Prévision
Taux d'épargne global (1)	15,2	15,1	15,8	16,9	15,8	15,8	14,9	14,8	14,9	14,7
Taux d'épargne financière (2)	6,3	6,7	6,9	8,0	6,7	5,9	4,8	4,2	4,3	4,8
Taux d'épargne non financière	8,9	8,4	8,9	8,9	9,1	9,9	10,1	10,6	10,6	9,9

(1) Taux d'épargne global : épargne brute/revenu disponible brut.

(2) Taux d'épargne financière : capacité de financement/revenu disponible brut.

Tableau 10

## Évolution du commerce extérieur de la France

(En milliards d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
								Prévision	Prévision	Prévision
Total CAF-FAB	5,1	-13,3	-7,1	-3,4	-6,9	-19,1	-36,3	-43,4	-49,1	-49,7
dont :										
Produits agro-alimentaires	9,2	9,4	7,4	8,3	8,4	7,9	7,7	8,7	9,6	10,2
Energie	-11,7	-23,4	-22,8	-21,4	-22,8	-28,6	-38,4	-46,9	-45,8	-47,7
Industrie	7,6	0,7	8,3	9,7	7,5	1,6	-5,6	-5,2	-12,9	-12,1
Total FAB-FAB	14,3	-4,2	0,5	5,2	0,9	-4,8	-22,9	-29,2	-34,0	-33,6
(en % du PIB)	(1,0)	(-0,3)	(0,0)	(0,3)	(0,1)	(-0,3)	(-1,3)	(-1,6)	(-1,8)	(-1,8)

Tableau 11

## Produit intérieur brut des pays industrialisés

(Taux de croissance annuel en %)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
								Prévision	Prévision	Prévision
France	3,2	4,0	1,9	1,0	1,1	2,3	1,2	2,0	2 - 2 <sup>1/2</sup>	2 - 2 <sup>1/2</sup>
Allemagne	2,0	3,2	1,2	0,0	-0,2	1,2	0,9	2,9	1,9	2,1
Royaume-Uni	3,0	3,8	2,4	2,1	2,7	3,3	1,9	2,7	2,6	2,4
Italie	1,9	3,6	1,8	0,3	0,0	1,2	0,1	2,0	1,7	1,4
Belgique	3,4	3,7	0,8	1,5	1,0	3,0	1,1	3,0	2,3	2,3
Pays-Bas	4,7	3,9	1,9	0,1	0,3	2,0	1,5	2,9	2,6	2,8
Espagne	4,7	5,0	3,6	2,7	3,0	3,2	3,5	3,9	3,5	2,9
UE à 15	3,0	3,9	1,9	1,1	1,1	2,3	1,5	2,8	2,3	2,2
Zone Euro	3,0	3,8	1,9	0,9	0,8	2,0	1,4	2,7	2,3	2,2
Zone Euro hors France	2,9	3,8	1,9	0,8	0,7	1,9	1,4	3,0	2,3	2,1
Etats-Unis	4,4	3,7	0,8	1,6	2,5	3,9	3,2	3,3	2,3	2,9
Japon	-0,1	2,9	0,2	0,3	1,4	2,7	1,9	2,2	2,0	1,7
OCDE	3,3	4,0	1,2	1,6	2,0	3,2	2,7	2,9	2,2	2,4

Des révisions de séries importantes sur le passé ont eu lieu au Japon, en Allemagne et en Belgique.

Données 1999-2005 issues de comptes annuels (source : Eurostat) non cjo.

Données 2006-2008 issues de prévisions trimestrielles DGTPE (sauf US : chiffre à jour de la 2ème publication du T4), cjo-cvs.

Données 1999-2005 OCDE : sources perspectives économiques n°80.

Tableau 12

**Prix de la consommation des pays industrialisés (1)**

(Taux de croissance annuel en %)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006 Prévision	2007 Prévision	2008 Prévision
France	0,5	1,7	1,7	1,9	2,1	2,1	1,8	1,6	1,3	1,4
Allemagne	0,6	1,4	1,9	1,4	1,0	1,8	1,9	1,8	2,2	1,3
Royaume-Uni	1,3	0,8	1,2	1,3	1,4	1,3	1,4	2,1	2,0	2,1
Italie	1,7	2,6	2,3	2,6	2,8	2,3	2,2	2,2	1,7	1,8
Belgique	1,1	2,7	2,4	1,6	1,5	1,9	2,5	2,4	1,6	2,0
Pays-Bas	2,0	2,3	5,1	3,9	2,2	1,4	1,5	1,6	1,5	1,8
Espagne	2,2	3,5	2,8	3,6	3,1	3,1	3,4	3,6	2,2	2,7
Zone Euro	1,1	2,1	2,3	2,4	2,2	2,1	2,1	2,2	1,8	1,7
Zone Euro hors France	1,2	2,2	2,6	2,4	2,1	2,2	2,3	2,3	2,0	1,8
Etats-Unis	2,2	3,4	2,8	1,6	2,3	2,7	3,4	3,2	1,5	1,9
Japon	-0,5	-1,1	-1,1	-1,4	-0,9	-0,7	-0,8	-0,3	0,3	1,0

(1) IPC pour la France et les États-Unis, IPCH pour la zone euro et les autres pays de la zone euro, déflateur de la consommation privée pour le Japon.

Source : INSEE, DGTPE

Tableau 13

**Comparaison des prévisions des Perspectives économiques 2007-2008 avec celles du consensus du groupe technique de la Commission Économique de la Nation**

	MINEFI		Moyenne des prévisions du Groupe Technique de la CEN	
	mars-07		mars-07	
	2007	2008	2007	2008
<b>International</b>				
Prix du pétrole (\$ baril)	64	65	60	59
Taux de change euro \$	1,30	1,30	1,32	1,29
Croissance du PIB				
Etats-Unis	2,3	2,9	2,5	2,7
Japon	2,0	1,7	2,1	2,2
Zone euro	2,3	2,2	2,2	2,1
Allemagne	1,9	2,1	2,0	2,1
Prix à la consommation de la zone euro	1,8	1,7	1,8	1,8
<b>France</b>				
PIB	2 - 2½	2 - 2½	1,9	2,0
Demande intérieure hors stocks	2,6	2,2	2,3	2,2
Dépense de conso. des ménages	2,8	2,8	2,3	2,2
Dépense de conso. finale des APU	2,0	0,3	1,8	1,5
FBCF totale	2,8	2,6	3,0	2,7
Sociétés et EI	3,8	3,6	3,6	3,7
Ménages hors EI	1,7	1,5	1,5	1,0
Variations de stocks (contribution)	0,0	0,0	-0,1	0,0
Exportations nettes (contribution)	-0,3	0,0	-0,4	-0,2
Exportations	4,6	5,7	3,3	4,9
Importations	5,5	5,3	4,3	5,3
Emploi salarié marchand (moyenne annuelle)	0,9	1,2	0,8	0,8
Prix à la consommation (moyenne annuelle)	1,3	1,4	1,4	1,6
Prix à la consommation (glissement annuel)	1,4	1,5	1,6	1,6
Déflateur du PIB (moyenne annuelle)	1,5	1,5	1,8	1,7
Pouvoir d'achat du salaire moyen par tête(m.annuelle)	1,8	1,5	1,3	1,2
Pouvoir d'achat du revenu disponible brut	3,0	2,5	2,6	2,2
Taux d'épargne des ménages (en %)	14,9	14,7	14,8	14,7
Capacité de fin. des APU (en points de PIB)	-2,4	-1,7	-2,6	-2,5